

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

## Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions – TPSGC

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

### Place du Portage, Phase III

## Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

## Quebec

**K1A0S5**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

## National Master Standing Offer (NMSO)

## Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address****Raison sociale et adresse du**

fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Marine Emergency Response Division/Division des

## Interventions en cas d'urgence maritime

Centennial Towers 7th Floor - 7W11

200 Kent Street

Ottawa

Ontario

K1A0S5

<b>Title - Sujet</b> Bateaux télécommandés Bateaux télécommandés à grande vitesse et portables pour le déploiement de ADCP	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> K3A20-220600/A	<b>Date</b> 2022-02-10
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> K3A20-220600	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$ERD-010-28524
<b>File No. - N° de dossier</b> 010erd.K3A20-220600	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2022-03-14</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Cormier, Jessica	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 010erd
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (343)543-7594 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Voir ci-inclus	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
<b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Demande d'offres à commandes (DOC)/Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif (ICAC)**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>4</b>
1.1 INTRODUCTION.....	4
1.2 SOMMAIRE .....	5
1.3 COMPTE RENDU.....	6
1.4 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS – UTILISATEURS OPTIONNELS .....	6
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	7
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>8</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	8
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	8
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	9
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	10
2.5 LOIS APPLICABLES .....	10
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS .....	11
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	12
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>13</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	13
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	14
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>15</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE .....	15
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
<b>PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>17</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>17</b>
A6.1 OFFRE.....	19
A6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	19
A6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	19
A6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	20
A6.5 RESPONSABLES.....	20
A6.6 UTILISATEURS AUTORISÉS.....	21
A6.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES .....	22
A6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	22
A6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	24
A6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	24
A6.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	24
A6.12 LOIS APPLICABLES .....	25
A6.13 LISTES DE PRIX .....	25
A6.14 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	25
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>26</b>

---

B6.1	BESOI.....	26
B6.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	27
B6.3	DURÉE DU CONTRAT.....	27
B6.4	PAIEMENT .....	27
B6.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	28
B6.6	ASSURANCES.....	28
B6.7	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA .....	29
B6.8	SERVICES DE MAINTENANCE .....	29
B6.9	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	29
B6.10	AUTORITÉS .....	30
<b>ANNEXE « A » .....</b>		<b>31</b>
	BESOI .....	31
<b>ANNEXE « B » .....</b>		<b>33</b>
	BASE DE PAIEMENT .....	33
<b>ANNEXE « C » .....</b>		<b>36</b>
	RAPPORT D'OFFRE À COMMANDES .....	36
<b>ANNEXE “D” .....</b>		<b>37</b>
	COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES - 942 .....	37
	COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES - 942 -3.....	38
<b>ANNEXE « E ».....</b>		<b>39</b>
	CERTIFICATIONS ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES .....	39
<b>ANNEX « 1 » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D’OFFRES À COMMANDES .....</b>		<b>41</b>
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	41
<b>ANNEXE « 1 » DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE D’OFFRE À COMMANDES .....</b>		<b>42</b>
	CRITÈRES D’ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES .....	42

## Définitions

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

### « Utilisateur autorisé »

Désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes;

### « Utilisateur fédéral désigné »

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F11;

### « Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, selon le cas, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) auxquels le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services et mécanismes d'approvisionnement. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, désignées dans l'offre à commandes;

---

## PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### Relation mandant-mandataire

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada.

En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

### Offre

En présentant une offre, l'offrant propose de fournir et de livrer les biens, les services, ou combinaison de biens et de services, décrits dans l'offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur désigné demande, le cas échéant, les biens, les services, ou un combinaison de biens et de services, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

### Clause d'exclusion

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;                                    |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :   |

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent Besoin, la base de paiement, les rapports d'offre à commandes, la formulaire de la commande subséquente d'offre à commandes, les attestations et renseignements supplémentaires, les instruments de paiement électronique et les critères d'évaluation obligatoires.

## 1.2 Sommaire

- 1.2.1 Le Canada doit établir un Offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la fourniture des bateaux télécommandés à batteries aux Utilisateurs autorisés, conformément à l'annexe « A - Besoin »

Voici une liste des provinces et des territoires qui ont montré un intérêt à l'égard des commandes subséquentes à l'offre à commandes :

- ***Le gouvernement de la province de l'Ontario***
- ***Le gouvernement de la Colombie-Britannique***
- ***Le gouvernement de la province du Manitoba***

Seulement les utilisateurs autorisés auront la permission d'émettre des commandes subséquentes à l'OCPN. Une liste des utilisateurs autorisés sera offerte au *insérer* – Utilisateurs autorisés.

- 1.2.2 Le ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) exige des bateaux télécommandés (radio) à batteries pour fournir des plates-formes opérationnelles pour le déploiement de profileurs de courant acoustique Doppler (ADCP) dans les rivières et les lacs du Canada. Le personnel de terrain d'ECCC utilise des ADCP montés sur ou dans des bateaux télécommandés pour effectuer des mesures de débit des rivières. Les emplacements des sites de collecte de données varient des sites de terrain éloignés où l'accès n'est disponible que par transport aérien affrété avec une capacité de transport limitée, aux sites accessibles par la route. Les opérateurs ont besoin de bateaux ADCP fiables, travaillant parfois dans des conditions d'eau rapide, créant une perturbation minimale des modèles d'écoulement dans le volume d'échantillonnage de la vitesse ADCP. Des bateaux télécommandés qui permettent un fonctionnement et une manipulation sûrs et efficaces dans divers environnements de déploiement, tout en garantissant la sécurité des capteurs ADCP de grande valeur sont requis.
- 1.2.3 Cette demande d'offres à commandes (DOC) vise à établir jusqu'à deux offres à commandes de 5 ans, chacune avec jusqu'à 1 année optionnelle supplémentaire à livrer à divers endroits au Canada.
- 1.2.4 La demande d'offres à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes principales et nationales pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.
- 1.2.5 Les offrants doivent utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la

---

préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

### 1.3 Compte rendu

Les offrans peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrans devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### 1.4 Divulcation de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les définitions suivantes s'appliquent uniquement à cette disposition :

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisés par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux d'une province. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les utilisateurs optionnels peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou une combinaison des deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ciaprès « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ciaprès « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ciaprès « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 6.14 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.



## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours  
Insérer : 120 jours

#### 2.1.1 Condition du matériel

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et(ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

### 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Seules les offres présentées au moyen du service Connexion postal seront acceptées.  
Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

[tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Remarque :** Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.»

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

**Les soumissions présentées par télécopieur, en format papier, ou par un moyen électronique (autre que le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes) ne seront pas acceptées.**

## 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;

b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

## **2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la**

---

**province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.**

## **2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours**

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention du responsable de l'offre à commandes. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique  
Section II : Offre financière  
Section III : Attestations

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

L'offre technique doit aborder clairement et de manière suffisamment approfondie les points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de répéter simplement l'énoncé contenu dans la demande d'offres à commandes. Afin de faciliter l'évaluation de l'offre, le Canada demande que les offrants abordent et présentent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation sous les mêmes rubriques. Pour éviter la duplication, les offrants peuvent se référer à différentes sections de leur offre en identifiant le paragraphe et le numéro de page spécifiques où le sujet a déjà été traité.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

La soumission doit être présentée en devise canadienne.

##### **3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « 1 » à la partie 3 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « 1 » à la partie 3 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

##### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

#### **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

---

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 4.1.1 Évaluation technique

Toutes les offres soumises doivent être dûment remplies et fournir tous les renseignements demandés dans la trousse de demande d'offres à commandes (DOC) pour permettre une évaluation complète et complète. Si l'exigence n'est pas abordée dans l'offre de l'offrant, l'offre sera considérée comme incomplète ou non recevable et sera rejetée. Il incombe à l'offrant de fournir tous les renseignements nécessaires pour assurer une évaluation complète et exacte.

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Tous les critères d'évaluation technique obligatoires sont inclus dans les critères d'évaluation technique obligatoires Plan à l'annexe 1 de la partie 4 de la DOC.

#### 4.1.2 Évaluation financière

1. Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, rendu droits acquittés à destination, droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus le cas échéant, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus.
2. L'équation suivante du « prix évalué » sera utilisée pour déterminer le prix évalué de l'offre en fonction des prix insérés par l'offrant dans son offre. À l'aide des éléments énumérés à l'annexe B :

##### Prix évalué - Tableau 1: Ensemble de bateaux télécommandés à grande vitesse de catégorie 1

Tableau 1 - Prix évalué = la somme du prix étendu pour 1.1 + le prix étendu pour 1.2 + le prix étendu pour 1.3 + le prix étendu pour 1.4

Le prix calculé pour CHAQUE article du tableau 1 est calculé comme suit :

-A + B + C + D + E + F = Prix étendu pour l'article # 1.1

-Ceci est répété pour les articles 1.2-1.4 inclus.

##### Prix évalué - Tableau 2: Ensemble de bateau télécommandé portable de catégorie 2

Tableau 2 - Prix évalué = la somme du prix étendu pour 2.1 + le prix étendu pour 2.2 + le prix étendu pour 2.3 + le prix étendu pour 2.4

Le prix calculé pour CHAQUE article du tableau 2 est calculé comme suit :

-G + H + I + J + K + L = Prix étendu pour l'article # 2.1

-Ceci est répété pour les articles 2.2-2.4 inclus.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

#### 4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas **par catégorie** sera recommandée pour l'émission d'une/des offre(s) à commandes.

---

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement. (**l'Annexe E**)

### 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).



Solicitation No. - N° de l'invitation

K3A20-220600/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur

010ERD

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### Définitions et interprétation

**a) Définitions :** Dans cette offre à commandes, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 2009 – *offres à commandes – biens ou services – utilisateur autorisé* jointe aux présentes à l'annexe G s'appliquent ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

**b) Autres dispositions d'interprétation,** sauf indication contraire :

1. toutes les références d'une « section », d'un autre paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice de l'offre à commandes;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'offre à commandes dans son ensemble et non à une section ou une partie de celle-ci;
3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie de l'offre à commandes et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée de l'offre à commandes ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictif (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à l'offre à commandes, à un accord, à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans la présente offre à commandes renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;
9. tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

---

## Principaux Termes

### **Définitions**

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose :

#### **« Utilisateur autorisé »**

désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, et autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

#### **« Utilisateur fédéral désigné »**

désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F11.

#### **« Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »**

désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris, selon le cas, le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère de TPSGC peut fournir un accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, lesquelles sont précisées au contrat.

#### **« Renseignements généraux »**

L'offrant fournira et livrera les biens, les services, ou les deux, décrits dans la présente offre à commandes, selon les prix établis dans l'offre à commandes, lorsque l'utilisateur autorisé demande, le cas échéant, les biens, les services, ou les deux, conformément aux modalités de l'offre à commandes.

#### **« Relation mandant-mandataire »**

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire de l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » et l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » n'agit pas à titre de mandant du Canada. En présentant une offre, l'« utilisateur désigné de la province/du territoire » accepte toutes les obligations et responsabilités associées à l'établissement et à la gestion de la commande.

#### **« Clause d'exclusion »**

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province/d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province/du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

## **A6.1 Offre**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

## **A6.2 Exigences relatives à la sécurité**

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

## **A6.3 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### **A6.3.1 Conditions générales**

[2009](#) (2018-07-16), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services - utilisateurs autorisés, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

**Les sections suivantes s'appliquent uniquement aux utilisateurs désignés du gouvernement fédéral :** Section 11 — Dispositions relatives à l'intégrité

### **A6.3.2 Rapports d'utilisation périodique : Offre à commandes**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée Annexe C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :  
premier trimestre : du 1 avril au 30 juin  
deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre  
troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre  
quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

---

## **A6.4 Durée de l'offre à commandes**

### **A6.4.1 Période de l'offre à commandes**

- (a) la période pour effectuer des commandes subséquentes et fournir des services dans le cadre de l'offre à commandes est comprise entre la date d'attribution de l'offre à commandes et cinq (5) ans après cette date, inclusivement ; et
- (b) la période pendant laquelle l'offre à commandes est prolongée, si le Canada choisit d'exercer les options énoncées dans l'offre à commandes.

### **A6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant propose de prolonger son offre pour une période supplémentaire d'un (1) an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix précisés dans l'offre à commandes.

L'offrant sera informé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente jours avant la date d'expiration de l'offre à commandes. Une révision de l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

### **A6.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)**

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

### **A6.4.4 Points de livraisons**

La livraison du besoin sera effectuée au(x) point(s) de livraison précisé(s) dans la commande subséquente.

## **A6.5 Responsables**

### **A6.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Jessica Cormier  
Chef d'équipe d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Division de la navigation et assainissement maritime  
270 rue Albert, Ottawa, ON K1P 6N7

Téléphone : 353-543-7594  
Courriel : Jessica.Cormier2@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu.

## 6.5.2 Représentant de l'offrant

Les coordonnées de la personne responsable de : *(sera inséré lors de l'attribution)*

### Demandes générales

Nom : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

## A6.6 Utilisateurs autorisés

### A6.6.1 Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs fédéraux désignés autorisés à placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés dans les annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), chap. F11.

### A6.6.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire

Les utilisateurs désignés des gouvernements provinciaux ou territoriaux suivants sont les seules entités autorisées à passer des commandes dans le cadre de cette offre à commandes.

***Le gouvernement de la province de l'Ontario***  
***Le gouvernement de la Colombie-Britannique***  
***Le gouvernement de la province du Manitoba***

### A6.6.3 Divulcation de renseignements – Utilisateurs optionnels

Les « **utilisateurs optionnels** » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives d'émettre ces commandes subséquentes en vertu de l'offre à commandes.

Les « **entités du secteur MESSS** » sont les municipalités, les entités d'enseignement supérieur, les écoles et les hôpitaux. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

L'offrant reconnaît que les entités du secteur MESSS qui n'ont pas été définies comme utilisateur autorisé de la présente offre à commandes (nommé ciaprès « utilisateurs optionnels ») peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou les deux, tel qu'il décrit dans la présente offre à commandes (nommé ciaprès « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ciaprès « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec celui-ci. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) si nécessaire, déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ciaprès « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir de lier Canada, de créer un partenariat, une coentreprise ou une relation mandant/mandataire entre le Canada et l'offrant. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur optionnel comme un mandataire ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, une partie à un accord distinct ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

#### **A6.7 Procédures pour les commandes**

- A6.7.1 Les commandes subséquentes autorisées dans le cadre de la présente offre à commandes doivent être passées au moyen du formulaire 942 dûment rempli, par télécopieur, par courrier électronique ou par toute autre méthode jugée acceptable par l'utilisateur désigné et l'offrant.
- A6.7.2 Aucun frais engagé avant la réception d'une commande subséquente signée ou d'un document équivalent ne peut être imputé à la présente offre à commandes.
- A6.7.3 Si, par erreur ou omission, l'utilisateur désigné n'applique pas le bon prix à un article, il incombe à l'offrant d'informer l'utilisateur désigné de l'erreur avant la livraison.
- A6.7.4 Toute modification de la commande subséquente initiale doit être appuyée par l'émission d'un formulaire subséquent conformément aux modalités de l'offre à commandes en vigueur au moment de la commande subséquente.
- A6.7.5 Pour les besoins urgents, seuls les utilisateurs identifiés peuvent demander des biens ou des services par téléphone, par télécopieur ou par courrier électronique, ce qui doit être suivi de l'émission d'une commande subséquente ou d'un document équivalent au plus tard le jour ouvrable suivant, afin de confirmer la demande de biens.
- A6.7.6 Les commandes subséquentes payées par des cartes d'achat comme alternative aux autres modes de paiement identifiés dans l'offre à commandes doivent être effectuées comme indiqué ci-dessus.

#### **A6.8 Instrument de commande**

##### **A6.8.1 Utilisateurs Fédéraux Désignés**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs fédéraux désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens

et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)

3. Lorsqu'un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente est utilisé, il doit contenir au minimum les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées et acceptation de ces termes.
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- confirmation de l'autorisation de l'utilisateur fédéral autorisé pour conclure un contrat
- acceptation des termes et conditions de l'offre à commandes.
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- les données recueillies et indiquées à l'annexe C – Déclaration de l'offre à commandes

#### **A6.8.2 Utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire**

Pour les commandes subséquentes émises par l'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire, les travaux seront autorisés ou confirmés à l'aide du formulaire GC 942-3, Commande subséquente à une offre à commandes. Un échantillon électronique est joint à l'annexe D – commande subséquente à une offre à commandes. Ce formulaire se trouve dans le site du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le prix unitaire de chaque article figurant sur la commande subséquente;
- le point de livraison; et
- l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

Les commandes subséquentes à l'offre à commandes payées avec une carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent être accordées aux mêmes prix et conditions que tout autre commande subséquente. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.



## **A6.9 Limite des commandes subséquentes**

### **À l'intention des utilisateurs fédéraux:**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes émises par les utilisateurs désignés ne doivent pas dépasser 100,000\$ (taxes applicables incluses).

Les besoins individuels dépassant ces montants doivent être soumis au responsable de l'offre à commandes de SPAC sous la forme d'une demande financée (9200) pour traitement.

### **À l'intention des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire :**

Si une limitation financière s'applique à une commande subséquente émise par un utilisateur d'ID P/T, qu'elle s'applique sur une base individuelle à chaque commande subséquente ou collectivement pour toutes les commandes subséquentes émises, elle doit être présentée par l'utilisateur d'ID P/T émettant la commande. Lorsque de telles limites financières sont soumises à l'offrant par l'autorité contractante de l'utilisateur d'ID P/T, l'offrant ne doit accepter aucune commande subséquente à l'offre à commandes qui excède cette limitation financière, à moins que l'autorité contractante l'ait expressément autorisé par écrit.

## **A6.10 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions [2009](#) (2018-07-16), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services - utilisateurs autorisés
- d) les conditions générales [2015A](#) (2021-12-02) Conditions générales : Biens – Utilisateur autorisé – (Complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « D », formulaire PWGSC-TPSGC 942
- h) l'Annexe « C », rapport sur l'offre à commandes;
- i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*)

## **A6.11 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **A6.11.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

---

## **A6.12 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **A6.13 Listes de prix**

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

## **A6.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### B6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### Définitions et interprétation

Définitions. Dans ce contrat, sauf indications contraires, les termes contenus dans la section 01 modifiée des Conditions Générales 2015A – *conditions générales – biens ou services – utilisateurs autorisés* ou, si le terme n'est pas défini à l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

Autres dispositions d'interprétation. Dans le présent contrat :

1. toutes les références d'une « section », d'un paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice du contrat;
2. les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient au contrat dans son ensemble et non à une section ou une partie de celui-ci;
3. l'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne sont pas une partie du contrat et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée du contrat ou de ses dispositions;
4. le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, à une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard;
5. les mots qui désignent des personnes comprennent : individus, entreprises, sociétés à responsabilité limitée ou illimitée, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite, associations, sociétés de fiducie, organisations non constituées en personne morale et coentreprises;
6. lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification;
7. toute référence à un accord (y compris l'offre à commandes ou le contrat), à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie à tout document écrit, permis, licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre;
8. toute référence à un code, un règlement, une loi, une directive de politique ou un autre document énuméré dans le présent contrat renvoie à tout élément pouvant être modifié, effectué, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre;
9. toutes les références à des jours autres que les jours ouvrables désignent les jours civils;
10. tous les montants en dollars désignent des dollars canadiens.

---

## **B6.2 Clauses et conditions uniformisées**

### **B6.2.1 Conditions générales**

[2015A](#) (2021-12-02) Conditions générales : Biens – Utilisateur autorisé – (Complexité moyenne); s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

La sous-section 9.1 du document [2015A](#), Conditions générales : Biens – Utilisateur autorisé – (complexité moyenne), est modifiée comme suit :

Supprimer : 12 mois  
Insérer : 24 mois

**Les articles suivants de 2015A s'appliquent uniquement aux utilisateurs fédéraux désignés.**

Article 27 - Honoraires conditionnels  
Article 29 - Dispositions en matière d'intégrité – Contrat  
Article 31 - Code de conduite de l'approvisionnement

### **B6.3 Durée du contrat**

#### **B6.3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être achevés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### **B6.3.2 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### **B6.3.3 Instructions d'expédition - Livraison à destination**

**B6.3.3.1** L'expédition doit être consignée à la destination spécifiée dans le présent document et livrée DDP (rendu droits acquittés), destination.

**B6.3.3.2** Le contractant sera responsable de tous les frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques du transport et du dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et des taxes.

### **B6.4 Paiement**

#### **B6.4.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe «B». Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

---

#### **B6.4.2 Modalités de paiement - Paiements multiples**

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### **B6.4.3 4 Taxes - entrepreneur établi à l'étranger (si l'applicable)**

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

#### **B6.4.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente** *(Note à l'intention de l'offrant : cette clause sera mise à jour en fonction des réponses à l'Annexe 1 de la Partie 3)*

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

#### **B6.5 Instructions pour la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Chaque facture doit être appuyée par:
  - a. Une (1) copie électronique doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire identifié sur la commande subséquente.

#### **B6.6 Assurances**

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

## **B6.7 Clauses du Guide des CCUA**

B1501C	Appareillage électrique	2018-06-21
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
D2025C	Matériaux d'emballage en bois	2017-08-17
D6010C	Palettisation	2007-11-30
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006-06-16

## **B6.8 Services de maintenance**

L'entrepreneur doit accepter les appels de service, et y répondre, pendant la « principale période de maintenance » (PPM). Si aucune PPM n'est définie dans le contrat, la PPM est de douze (12) heures par jour, de 7h à 19h, heure de l'Est, du lundi au vendredi, excluant les jours fériés observés par le Canada.

Dans le cadre du service de maintenance du matériel, l'entrepreneur doit fournir au Canada du soutien technique par l'entremise d'une ligne d'assistance sans frais, avec service offert en anglais, selon la préférence du demandeur, conformément à ce qui suit:

- Les services de la ligne d'assistance de l'entrepreneur doivent être fournis par des employés compétents capables de répondre aux questions des utilisateurs, de résoudre leurs problèmes, dans la mesure du possible et de donner des conseils concernant les problèmes liés au matériel et à la documentation relative au matériel, ainsi que sur des questions relatives à l'installation, à la configuration et à l'intégration du matériel. Pour tous les problèmes des utilisateurs qui ne peuvent pas être résolus par téléphone, l'entrepreneur doit émettre un dossier d'incidence pour le service de maintenance du matériel soit pour le service de maintenance retour au dépôt ou le service de maintenance sur place décrits à l'article 26, selon le cas.
- La ligne d'assistance de l'entrepreneur doit être disponible, au minimum, pendant toute la PPM.
- L'entrepreneur doit fournir un numéro de ligne d'assistance à l'autorité contractante immédiatement après l'attribution du contrat.
- L'entrepreneur doit répondre aux appels de la ligne d'assistance au plus tard à la cinquième sonnerie 95 p. 100 du temps. L'entrepreneur doit répondre à tous les appels, avec un prestataire de services en direct, dans les 2 minutes 95 p. 100 du temps.

Dans le cadre du service de maintenance du matériel, l'entrepreneur doit également fournir au Canada du soutien technique par l'entremise d'un service de soutien Web, qui doit comprendre, au minimum, une foire aux questions et, s'il y a lieu, des sous-programmes diagnostiques de logiciels en ligne, des outils de soutien et des services. Le site Web de l'entrepreneur doit fournir du soutien en anglais et en français. Le site Web de l'entrepreneur doit être accessible aux utilisateurs du Canada vingt-quatre (24) heures par jour, 365 jours par année et 99 p. 100 du temps. L'entrepreneur doit fournir l'adresse de son site Web à l'autorité contractante immédiatement après l'attribution du contrat.

## **B6.9 Règlement des différends**

- Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.

- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

## **B6.10 Autorités**

### **B6.10.1 Autorités contractantes**

Si une commande subséquente est émise par :

#### **Utilisateur fédéral désigné :**

L'autorité responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes des utilisateurs fédéraux désignés et les contrats subséquents.

#### **Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire :**

L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire qui passe la commande est l'autorité contractante pour la commande et les contrats subséquents.

### **B6.10.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### **B6.10.3 Représentant de l'offrant**

Les coordonnées de la personne responsable de : *(sera inséré lors de l'attribution)*

#### **Suivi de Livraison**

Nom : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

---

## **ANNEXE « A »**

### **BESOIN**

#### **Contexte**

La Division des relevés hydrologiques du Canada (DRHC), une division d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), est responsable de la surveillance de plus de 2000 sites de débit de rivière et de niveau d'eau au Canada. Les Relevés hydrologiques du Canada recueillent des informations sur les paramètres de l'eau tels que la vitesse de l'eau, la température de l'eau, les dimensions de la section transversale des rivières, etc. en effectuant des contrôles d'assurance de la qualité en temps réel et en post-traitement.

Le personnel de terrain de la Division des relevés hydrologiques utilise des profileurs de courant acoustiques Doppler (ADCP) pour effectuer les tâches normales d'acquisition de données sur l'eau et les relevés spécialisés des rivières. L'emplacement des sites de collecte de données varie d'endroits éloignés où l'accès n'est possible que par transport aérien affrété avec une capacité de transport limitée, à des sites accessibles par la route. À de nombreux endroits, la sécurité, l'accessibilité ou les conditions du chenal justifient le déploiement de l'ADCP sur une plate-forme télécommandée (radio) (bateau télécommandé).

L'ECCC déploie des bateaux télécommandés dans des rivières de largeur, de profondeur et de vitesse d'eau variables. Dans certaines circonstances, la portabilité est une considération prédominante (c'est-à-dire le déplacement en hélicoptère vers des sites éloignés, l'accès à des berges abruptes). Dans d'autres circonstances, l'embarcation doit offrir une grande maniabilité à des vitesses d'eau élevées (c'est-à-dire pour les mesures d'inondation).

Deux catégories de bateaux télécommandé seront attribuées pour répondre aux exigences du CSM : 1) un bateau télécommandé portable et 2) un bateau RC à grande vitesse.

#### **Glossaire des acronymes**

ADCP - Acoustic Doppler Current Profiler (profileur de courant acoustique à effet Doppler)  
GNSS - Système mondial de navigation par satellite  
IP - Protection contre les intrusions  
RC - Remote Controlled (télécommandé)



### Spécifications des bateaux télécommandés

Deux catégories de bateaux télécommandés :

1. un bateau adapté à l'utilisation en eaux vives (bateau télécommandé à haute vitesse)
2. un bateau qui permet un déploiement et un transport plus facile pour des vitesses d'eau moyennes à lentes (bateau télécommandé portable)

Si un bateau télécommandé répond à toutes les spécifications, il peut être considéré pour les deux catégories.

<b>S'applique uniquement au bateau télécommandé à grande vitesse</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Vitesse maximale : égale ou supérieure à 4,0 m/s.</li> <li>2. Endurance à la vitesse spécifiée : Pas moins de 1 heure à des vitesses &gt; 1,8 m/s.</li> <li>3. La longueur maximale du bateau pour le transport est de 200 cm.</li> <li>4. La largeur maximale du bateau pour le transport est de 90 cm.</li> <li>5. Le poids maximum du bateau avec charge utile (ADCP, blocs-piles) est de 50 kg.</li> <li>6. Doit avoir des poignées ou des sangles de transport pour permettre à 2 personnes de transporter le bateau.</li> </ol>
<b>S'applique au bateau télécommandé portatif seulement</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>7. Vitesse maximale : égale ou supérieure à 1,5 m/s.</li> <li>8. Endurance à la vitesse spécifiée : Pas moins de 1 heure à des vitesses &gt; 1,0 m/s.</li> <li>9. Longueur maximale, en transport, de 130 cm.</li> <li>10. Largeur maximale, en transport, de 80 cm.</li> <li>11. Le poids maximum du bateau avec charge utile (ADCP, blocs-piles) est de 30 kg.</li> </ol>
<b>S'applique aux bateaux RC portables et à haute vitesse</b>	12. L'utilisation du bateau ne doit pas interférer avec la collecte de données ou le fonctionnement au point de causer une perte de signal ou des données corrompues.
	13. Le bateau télécommandé doit avoir une méthode pour indiquer les niveaux de puissance faible des blocs-piles.
	14. Le bateau télécommandé doit avoir un support pour une antenne GNSS directement au-dessus de l'ADCP
	15. Contrôleur radio utilisable avec des gants, portée de transmission au moins 400 mètres de ligne de visée dans des conditions favorables.
	16. Couvertures de compartiment étanches (le cas échéant).
	17. Les hélices exposées doivent être munies d'un protecteur (ou d'une tuyère Kort) pour les protéger contre l'échouage et l'impact des débris.
	18. Le bateau ne doit pas produire de traînée d'air à des vitesses de pointe allant jusqu'à 3,0 m/s pour les bateaux télécommandés à grande vitesse et 1,5 m/s pour les bateaux télécommandés portatifs, ce qui peut entraîner une perte importante de données de vitesse de l'eau.
	19. Doit être muni d'un interrupteur d'arrêt d'urgence afin de réduire le risque de blessure pour le conducteur du bateau par l'hélice en mouvement.
	20. Le bateau télécommandé, les moteurs et le système de commande embarqué (y compris les servos, les récepteurs, les systèmes de direction et de montage pour tous les composants embarqués) doivent être capables de résister aux effets des chocs et des vibrations pendant le transport et les déploiements dans des conditions rigoureuses. Les moteurs et le système de commande embarqué (y compris les servos, les récepteurs et le mécanisme de gouvernail) doivent pouvoir résister à l'exposition aux éclaboussures d'eau.
	21. À toutes les vitesses dans des conditions d'eau calme, le bateau doit être capable de maintenir un tangage et un roulis moyens à +/- 5 degrés

Solicitation No. - N° de l'invitation K3A20-220600/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 010ERD
Client Ref. No. - N° de réf. du client K3A20-220600	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

#### Instructions aux offrants :

Il y a deux catégories de bateaux télécommandés. Les offrants peuvent soumettre une offre pour l'une ou l'autre des catégories ou pour les deux.

- La catégorie 1 énumère les articles compatibles avec le bateau télécommandé à grande vitesse (tableau 1).
- La catégorie 2 énumère les articles compatibles avec le bateau télécommandés portable (tableau 2).

L'identification de l'ensemble de l'équipement, des logiciels, des périphériques, du câblage et des composants nécessaires pour répondre aux exigences de l'offre à commandes et les coûts associés à ces articles relèvent de la seule responsabilité de l'offrant.

L'offrant doit remplir les tableaux 1 et/ou 2 de l'annexe B comme suit :

- Tous les prix doivent être en monnaie canadienne ;
- Tous les prix doivent inclure les droits de douane ;
- Tous les prix ne doivent pas inclure les taxes applicables ;
- L'offrant doit fournir des prix unitaires fermes pour chacun des articles obligatoires et facultatifs de la catégorie pour laquelle il soumet une offre ;
- L'offrant est prié d'inscrire "0,00 \$" pour tout coût des éléments de coût pour lesquels il n'a pas l'intention de facturer - Si un élément de coût est laissé en blanc, le Canada inscrira "0,00 \$" pour cet élément.

**Note : Les instructions en italique aux offrants ne seront pas incluses dans l'offre finale.**

**Catégorie 1 : Paquet de bateaux télécommandé à grande vitesse :**

L'ensemble comprend :

- Un bateau télécommandé à grande vitesse avec le câblage, les alimentations et les accessoires GNSS nécessaires pour effectuer des mesures de débit avec TRDI RiverPro.
- Alimentation de batterie embarquée avec batterie de réserve. Chargeurs de batterie pour charger les batteries principales et de réserve.
- Contrôleur pour le fonctionnement du bateau et le retour d'information comme spécifié dans les critères techniques.
- Mallette de transport robuste du contrôleur.
- Trousse de réparation avec matériel de remplacement, raccords, outils et joints d'étanchéité.

Les régions de livraison comprennent :

- Nord – Territoire du Yukon et Territoires du Nord-Ouest
- Ouest – Colombie-Britannique, Alberta et Saskatchewan
- Centre – Manitoba et Ontario
- Est - Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve et Labrador

**Tableau 1 : Catégorie 1 : Ensemble de bateaux télécommandé à grande vitesse :**

Article	Description	Unité de distribution	Prix unitaire ferme Année 1 (A)	Prix unitaire ferme Année 2 (B)	Prix unitaire ferme Année 3 (C)	Prix unitaire ferme Année 4 (D)	Prix unitaire ferme Année (E)	Prix unitaire ferme année optionnelle 1 (F)
1.1	Bateau télécommandé à grande vitesse, y compris l'émetteur et le bloc de batteries de secours, livré dans <b>la région du Nord</b> .	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1.2	Bateau télécommandé à grande vitesse, y compris l'émetteur et le bloc de batteries de secours, livré dans <b>la région de l'Ouest</b>	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1.3	Bateau télécommandé à grande vitesse, y compris l'émetteur et le bloc de batteries de secours, livré dans <b>la région centrale</b> .	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1.4	Bateau télécommandé à grande vitesse, y compris l'émetteur et le bloc de batteries de secours, livré dans <b>la région de l'Est</b>	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$

**Catégorie 2 : Ensemble de bateaux télécommandé portables :**

L'ensemble comprend :

- Bateau télécommandé portable avec le câblage, les alimentations et les accessoires GNSS nécessaires pour effectuer des mesures de débit avec TRDI RiverPro.
- Alimentation de batterie embarquée avec batteries réserve. Chargeurs de batterie pour charger les batteries principales et de réserve.
- Contrôleur pour le fonctionnement du bateau et le retour d'information comme spécifié dans les critères techniques.
- Mallette de transport robuste pour le contrôleur.
- Trousse de réparation avec matériel de remplacement, raccords, outils et joints d'étanchéité.

Les régions de livraison comprennent :

- Nord – Territoire du Yukon et Territoires du Nord-Ouest
- Ouest – Colombie-Britannique, Alberta et Saskatchewan
- Centre – Manitoba et Ontario
- Est - Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve et Labrador

**Tableau 2 : Catégorie 2 : Ensemble de bateaux télécommandé portables :**

Article	Description	Unité de distribution	Prix unitaire ferme Année 1 (G)	Prix unitaire ferme Année 2 (H)	Prix unitaire ferme Année 3 (I)	Prix unitaire ferme Année 4 (J)	Prix unitaire ferme Année (K)	Prix unitaire ferme année optionnelle 1 (L)
2.1	Bateau télécommandé portable, y compris l'émetteur et la batterie de secours, livré dans <b>la région du Nord</b> .	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2.2	Bateau télécommandé portable, y compris l'émetteur et la batterie de secours, livré dans <b>la région de l'Ouest</b>	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2.3	Bateau télécommandé portable, y compris l'émetteur et la batterie de secours, livré dans <b>la région centrale</b> .	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2.4	Bateau télécommandé portable, y compris l'émetteur et la batterie de secours, livré dans <b>la région de l'Est</b>	chacun	\$	\$	\$	\$	\$	\$

**ANNEXE « C »**

**RAPPORT D'OFFRE À COMMANDES**

Instructions pour l'offre des données d'utilisation de l'offre à commandes. L'entrepreneur doit envoyer les informations indiquées ci-dessous par courrier électronique, sous la forme d'un tableur électronique, au format ci-dessous, à l'adresse suivante:

[Jessica.Cormier2@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Jessica.Cormier2@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le rapport doit inclure au minimum les éléments suivants:

- le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont soumises;
- l'utilisateur identifié;
- la période pour laquelle les données ont été accumulées (date de début à date de fin);
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- Description de l'article et quantité commandée;
- unité d'émission;
- valeur des commandes individuelles; et
- Le total des dépenses par période de rapport et à ce jour, par ministère.

Offre à commandes (Insérer le numéro de l'offre à commandes)		Date de début du SO (JJ / MM / AAAA)	Date de fin du SO (JJ / MM / AAAA)
Valeur totale à ce jour (\$)	Valeur totale pour la période de déclaration (\$)	Début de la période de rapport (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période de rapport (JJ/MM/AAAA)

Description de l'article	Quantité	Unité de mesure (chaque, litre, etc.)	Valeur de la commande (TPS / TVH et livraison non comprises)

REMARQUE: UN FICHIER DE FORMAT MICROSOFT EXCEL À DES FINS DE RAPPORT EST DISPONIBLE ÉLECTRONIQUEMENT SUR DEMANDE PAR E-MAIL À L'AUTORITÉ DE L'OFFRE À COMMANDES.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES - 942 -3



Public Works and Government  
Services Canada

Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada

### Call-up Against a Standing Offer Commande subséquente à une offre à commandes

<b>Ship to - Expédier à</b>          <b>Billing Address - Adresse de facturation</b>          <input type="checkbox"/> Same as Above Comme ci-dessus	<b>To the supplier:</b> The standing offer identified below is accepted as follows: You are required to supply the goods or services, or both, shown below at the prices or on the pricing basis stated and in accordance with the other conditions stated in the standing offer. Only goods or services, or both, included in the standing offer will be supplied in the call-up against the standing offer.  <b>Au fournisseur :</b> L'offre à commandes indiquée ci-dessous est acceptée selon les modalités suivantes : Vous devez fournir les biens ou les services, ou les deux, indiqués ci-dessous selon les prix ou la base de tarification établie, et conformément avec les autres conditions stipulées dans l'offre à commandes. Seuls les biens ou les services, ou les deux, inclus dans l'offre à commande seront fournis dans la commande subséquente à l'offre à commandes.
---	--

Each shipment must be accompanied by a packing or delivery slip. All invoices, bills of lading and packing slips must show the following numbers.

Chaque expédition doit être accompagnée d'un bordereau d'emballage ou de livraison. Les factures, connaissements et bordereaux d'emballage doivent tous porter les numéros de référence suivants

<b>Vendor's Name and Address - Nom et adresse du fournisseur</b>          				<b>Standing Offer No. - N° de l'offre à commandes</b>  		
				<b>Call-up No. - N° de commandes subs</b>  		
<b>Amendment No. N° de modification</b>	<b>Previous Value (\$) Valeur précédente (\$)</b>	<b>Value of increase or decrease (\$) Valeur de l'augmentation ou diminution (\$)</b> \$0.00		<b>Total estimated expenditures or revised Total des dépenses estimatives ou révisées</b> \$0.00		
<b>Item No. N° de l'article</b>	<b>Item Description Description de l'article</b>	<b>U. of I. U. de d.</b>	<b>Quantity Quantité</b>	<b>Unit Price Prix unitaire \$</b>	<b>Extended Price Prix calculé \$</b>	
					\$0.00	
					\$0.00	
					\$0.00	
					\$0.00	
<b>Special Instructions - Instructions particulières</b>          					<b>Total</b>	<b>\$0.00</b>
<b>For further information, call - Pour renseignements supplémentaires, contacter</b>				<b>Delivery required by Livraison requise le (Y-A-MM-D-J)</b>		
<b>Name Nom</b>				<b>Authorized Signature - Signature autorisée (Mandatory - Obligatoire)</b>          <b>Date (Y-A-MM-D-J)</b>		
<b>Telephone No. N° de téléphone</b>						
<b>Email Courriel</b>						

GC 942-3 (2017-11)

Canada



---

**ANNEXE « E »**

**CERTIFICATIONS ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES**

L'offrant doit fournir la certification requise et des informations supplémentaires pour qu'un offre à commandes lui soit attribué.

Les certificats fournis par l'offrant au Canada sont sujets à vérification par le Canada en tout temps. Sauf indication contraire, le Canada déclarera un offrant en défaut si l'une de ses certifications est jugée fausse, qu'elle soit faite en connaissance de cause ou sans le savoir, pendant la durée de l'offre à commandes.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des informations supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. Le non-respect et la coopération avec toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes constitueront un manquement à l'offre de commandes.

L'offrant doit soumettre les attestations suivantes dûment remplies dans le cadre de l'offre à commandes.

**1. Dispositions d'intégrité**

**1.1 Déclaration des infractions condamnées**

Conformément à *la politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit fournir les documents requis, le cas échéant.

**1.2 Liste complète des noms des membres du conseil d'administration**

Conformément à *la Politique d'inéligibilité et de suspension* (voir la section 17 à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>) et les conditions générales (CCUA 2015A, article 29), L'offrant doit fournir une liste des noms de son conseil d'administration (voir formulaire 1), qui sera utilisée pour vérifier la conformité aux dispositions relatives à l'intégrité.

**2. Conformité du produit**

L'offrant atteste que tous les biens proposés sont conformes, et le resteront, pendant toute la durée de l'offre à commandes, aux exigences décrites à l'annexe A.

---

**Signature du représentant autorisé de l'offrant**

---

**Date**



Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Formulaire 1**

**LISTE COMPLÈTE DES ADMINISTRATEURS**

Nom	Position
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **Annex « 1 » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## ANNEXE « 1 » de la PARTIE 4 de la DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

### CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES

**Les exigences suivantes sont les critères d'évaluation techniques obligatoires qui seront évalués lors de l'évaluation technique. De plus, l'offrant devra satisfaire à toutes les exigences techniques obligatoires pour la durée du contrat.**

**Les offrants sont priés de renvoyer les critères techniques obligatoires dans un format concis en utilisant la page, le(s) paragraphe(s) et les sous-paragraphe(s) applicables à leur documentation technique à l'appui.**

ECCC cherche à acquérir deux types de bateaux télécommandés :

- 1) un bateau pouvant être utilisé en eaux vives;
- 2) un bateau qui permet un déploiement et un transport plus faciles pour des vitesses d'eau moyennes à lentes.

Si un bateau télécommandé répond à toutes les spécifications, il peut être considéré pour les deux catégories.

#### **Catégorie 1 : Ensemble de bateaux télécommandé à grande vitesse :**

	Exigences obligatoires	Méthode de conformité	Conforme (Oui/Non)
O1	Vitesse maximale : égale ou supérieure à 4,0 m/s.	Pour les éléments obligatoires 1 à 5, soumettre des fiches techniques ou des documents publiés démontrant que le bateau répond aux exigences. Pour l'article 6 obligatoire, le soumissionnaire doit fournir un fichier de sortie ADCP acquis lors de l'utilisation d'un bateau RC montrant une vitesse au sol $\geq 3,0$ m/s sur plusieurs ensembles sans perte significative de données.	
O2	La longueur maximale du bateau pour le transport est de 200 cm.		
O3	La largeur maximale du bateau pour le transport est de 90 cm		
O4	Le poids maximum du bateau avec charge utile (ADCP, blocs-piles) est de 50 kg.		
O5	Doit avoir des poignées ou des sangles de transport pour permettre à 2 personnes de transporter le bateau.		
O6	Le bateau ne doit pas produire de traînée d'air à des vitesses de pointe allant jusqu'à 3,0 m/s	Pour l'article 6 obligatoire, le soumissionnaire doit fournir un fichier de sortie ADCP acquis lors de l'utilisation d'un bateau RC montrant une vitesse au sol $\geq 3,0$ m/s sur plusieurs ensembles sans perte significative de données.	
O7	Le bateau télécommandé doit avoir une méthode pour indiquer les niveaux de puissance faible des blocs-piles.	Soumettre des références à des fiches techniques ou à d'autres documents publiés.	
O8	Les hélices exposées doivent être munies d'un protecteur (ou d'une tuyère Kort) pour les protéger contre l'échouage et l'impact des débris		
O9	Le bateau télécommandé doit être muni d'un interrupteur d'arrêt d'urgence afin de réduire le risque de blessure pour le conducteur du bateau par l'hélice en mouvement		
O10	Contrôleur radio portée de transmission au moins 400 mètres, ligne de visée dans des conditions favorables.		

Solicitation No. - N° de l'invitation  
K3A20-220600/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
K3A20-220600

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur  
010ERD  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Catégorie 2 : Ensemble de bateaux télécommandé portables :**

	<b>Exigences obligatoires</b>	<b>Méthode de conformité</b>	<b>Conforme (Oui/Non)</b>
O1	Vitesse maximale : égale ou supérieure à 1,5 m/s.	Pour les éléments obligatoires 1 à 5, soumettre des références à des fiches techniques ou à d'autres documents publiés	
O2	Longueur maximale de 130 cm.		
O3	Largeur maximale de 80 cm.		
O4	Le poids maximum du bateau avec charge utile (ADCP, blocs-piles) est de 30 kg.		
O5	Le bateau télécommandé doit avoir une méthode pour indiquer les niveaux de puissance faible des blocs-piles.	Soumettre des références à des fiches techniques ou à d'autres documents publiés.	
O6	Les hélices exposées doivent être munies d'un protecteur (ou d'une tuyère Kort) pour les protéger contre l'échouage et l'impact des débris		
O7	Le bateau télécommandé doit être muni d'un interrupteur d'arrêt d'urgence afin de réduire le risque de blessure pour le conducteur du bateau par l'hélice en mouvement		
O8	Contrôleur radio portée de transmission au moins 400 mètres, ligne de visée dans des conditions favorables.		